

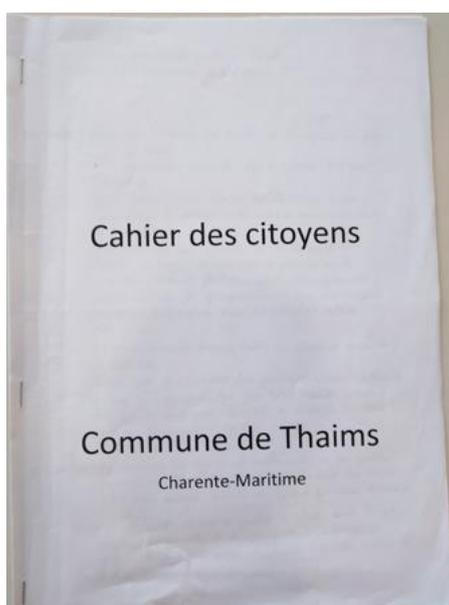
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Thaims

code INSEE : 17442

386 habitants

Communauté de communes : Gémozac et de la Saintonge Viticole



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W412) ; copie numérique aux Archives nationales.

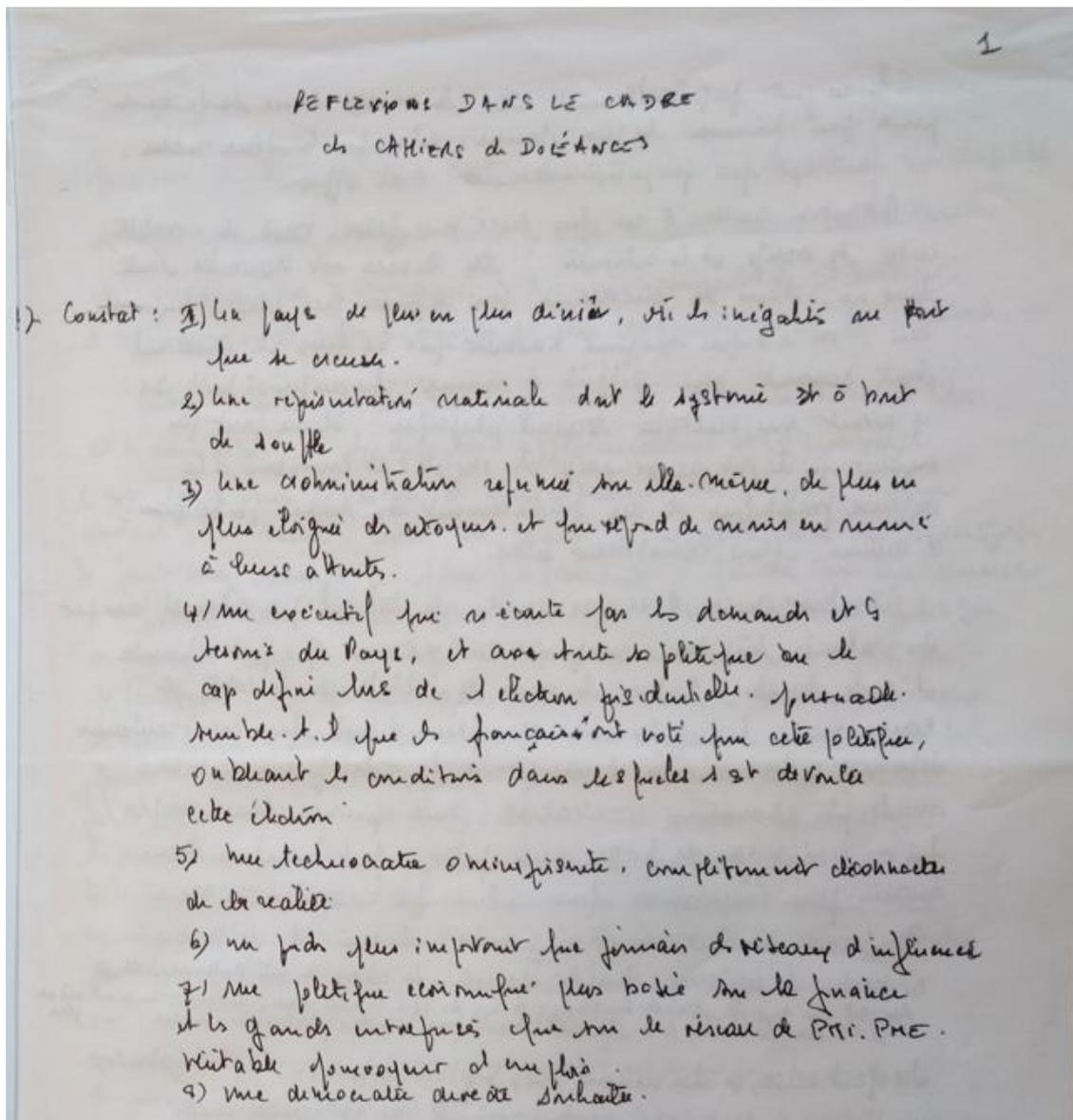
Forme : 8 feuilles agrafées à gauche (3 agrafes).

Couverture sobre.

Titre : Cahier des citoyens. Commune de Thaims Charente-Maritime

1 contribution (de 14 p).

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit (14 pages), 420 lignes, 3914 mots

RÉFLEXIONS DANS LE CADRE DES CAHIERS DE DOLÉANCES

I) Constat :

- 1) Un pays de plus en plus divisé, où les inégalités ne font que se creuser.
- 2) Une représentation nationale dont le système est à bout de souffle.
- 3) Une administration refermée sur elle-même, de plus en plus éloignée des citoyens et qui répond de moins en moins à leurs attentes.
- 4) Un exécutif qui n'écoute pas les demandes et les besoins du pays, et axe toute sa politique sur le cap défini lors de l'élection présidentielle, persuadé semble-t-il que les Français ont voté pour cette politique, oubliant les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette élection.
- 5) Une technocratie omniprésente, complètement déconnectée de la réalité.
- 6) Un poids plus important que jamais de réseaux d'influence.
- 7) Une politique économique plus basée sur le financier et les grandes entreprises que sur le réseau de PMI-PME véritable pourvoyeur d'emplois.
- 8) Une démocratie directe souhaitée.

II) Souhaits

1) Dans un pays déjà divisé socialement, ne pas prendre des mesures qui, même si elles peuvent avoir un impact positif dans certains domaines, ne font que creuser davantage les inégalités.

Inégalités devant le pouvoir d'achat ; certes, il y a toujours eu des riches et des pauvres mais le fossé entre eux se creuse de plus en plus et, au milieu, la classe moyenne est de plus en plus paupérisée car c'est à elle qu'on demande le plus d'efforts financiers.

Elle ne peut perpétuellement être la caisse dans laquelle on prend pour financer les plus pauvres, alors que les plus riches ne participent pas proportionnellement à cet effort.

Attention aussi à ne pas créer un fossé, voire des rivalités entre les actifs et les retraités : ces derniers ont travaillé toute leur vie, dans des conditions plus difficiles que celles d'aujourd'hui. L'on n'a pas toujours travaillé que 35 heures, le matériel était souvent plus difficile à manier qu'aujourd'hui. Il y avait un véritable travail physique. Il ne faut pas oublier qu'ils ont aussi payé des impôts et contribué à la dépense publique et au financement des services publics, d'ailleurs plus nombreux alors.

Attention aussi à ne pas rendre le travail peu attractif par des salaires trop bas, comparés au « revenu » que peut représenter l'aide sociale. Entre les aides de l'État, de la CAF, des communes, les programmes spécifiques d'aide pour couvrir certaines dépenses (notamment d'énergies), des aides provenant des multiples associations caritatives, une personne sans emploi, qui ne craint pas de frapper aux portes, peut bénéficier d'un revenu plus important que celui qui travaille au SMIC.

Il paraît souhaitable d'augmenter ce dernier et de mieux contrôler le système d'aides sociales. La charge de cette augmentation devrait être supportée par les employeurs et non la CAF comme dans le dispositif récemment mis en place.

L'aide sociale me paraît toujours indispensable mais elle peut aussi, si elle devient trop systématique ou trop importante, devenir un fléau pour celui qu'elle est censée aider. Elle peut en effet éloigner certains de l'emploi, surtout si celui-ci se révèle moins ou guère plus payé que son montant, et mettre ainsi à l'écart de la société toute une partie de la population qui va rester chez elle.

La formation, c'est très bien mais il faut qu'elle débouche sur quelque chose de concret. Développer l'apprentissage, le valoriser, pourrait sans doute permettre à de nombreuses personnes de sortir de leur isolement. Peut-être serait-il envisageable de mettre moins d'argent dans les aides directes sans contrepartie et consacrer vos « économies » au financement de chantiers d'insertion, de restauration de son logement par le locataire...

Autre source de division, l'écart qui se creuse entre les « villes » et les « campagnes », les grandes agglomérations et la province. C'est toute une politique d'aménagement du territoire qui devrait être menée, avec en priorité les infrastructures de transport. Il faut un maillage plus performant, penser non seulement Nord/Sud mais aussi Est/Ouest. Avoir une véritable politique de desserte avec des transports en commun mieux répartis sur le territoire. Il est nécessaire aussi de doter les territoires ruraux d'équipements et de services publics de qualité, au lieu de les fermer, leur fonctionnement pouvant se faire sans grands frais pour certains. Il suffirait de « dégraisser » quelque peu les ministères où il y a pléthore d'agents mal employés et d'envoyer une partie de ces derniers en province, pour créer un lien entre l'administration et les citoyens. La déconcentration, souvent évoquée mais jamais complètement mise en œuvre, me paraît un bon moyen de ressouder, à peu de frais, le lien entre les citoyens et l'État. Le numérique ne pourra jamais remplacer le contact humain et rendre les mêmes services, surtout dans la complexité administrative.

2) Concernant la démocratie et la représentation nationale.

Le système mérite lui-aussi d'être revu, même si le principe est bon. Un exécutif et un législatif, c'est le type même de la démocratie. Et pourtant, on ne peut pas dire que ça fonctionne à merveille.

M. Macron a beau essayé de « détricoter » le système en anéantissant quasiment les partis et en créant un « mouvement », d'ailleurs pur élément de sémantique car le « mouvement » ne semble guère différent des partis d'autrefois. Il l'a toutefois retreicoté, hélas avec la même laine et, à part peut-être une présence un peu plus assidue, on retrouve le même schéma : une bande de béni-oui-oui d'un côté, une bande d'opposants systématiques de l'autre. Il me semble souhaitable, si on veut que les citoyens croient encore en leurs représentants nationaux, de mieux faire connaître et valoriser le travail en commission. Plutôt que de passer en direct le spectacle, parfois affligeant, des débats dans l'hémicycle, à la télévision.

Cette représentation nationale coûte tout de même fort cher, peut-être est-ce le prix de la démocratie, mais il faut alors qu'elle soit plus efficace, moins partisane. Il me semble aussi souhaitable pour qu'elle soit plus appréciée des citoyens et qu'ils lui fassent plus confiance, que soient totalement revus leurs modes de rémunération. Un député ou un sénateur ne doit pas perdre de l'argent, mais l'exercice de son mandat ne doit pas non plus être une source d'enrichissement trop disproportionné par rapport à son action. Il y a sans doute, dans le fonctionnement des assemblées, des économies à faire, qui certes ne redresseront pas les finances du pays mais qui au moins y participeront. Est-ce normal, par exemple, que pour le rapport qualité/prix sans doute le meilleur de Paris, ce soit le restaurant du Sénat qui l'emporte assez largement ?

L'élection, qu'elle soit directe ou indirecte, donne toujours aux citoyens le sentiment de participer à la vie du pays. C'est certes une mesure de démocratie mais il semble qu'elle reste trop liée encore à des partis politiques. On peut se demander si la représentation nationale ne pourrait pas être nommée

selon le même système que les juges d'assises. De simples citoyens tirés au sort, qui ne prennent leurs ordres d'aucun parti et qui débattent en leur âme et conscience. Le peuple serait mieux représenté dans toute sa diversité et les décisions non inféodées aux dictats de la politique politicienne et aux réseaux d'influence.

3) Une réforme de l'administration actuellement déconnectée et totalement technocratique.

De tout temps, l'administration a été la « bête noire » de la population, l'empêcheur de tourner en rond. On l'accuse d'être complexe, tatillonne, lente... Pourtant, c'est elle qui permet à une société de vivre avec les mêmes droits et les mêmes obligations.

Toutefois, il faut bien reconnaître que la réglementation qu'elle est chargée de faire appliquer devient de plus en plus complexe, les textes se superposant les uns aux autres, sans que les précédents ne soient abrogés.

Beaucoup de réglementations sont devenues de véritables usines à gaz, que plus personne ne comprend et que chacun interprète à sa façon. Cette complexité s'est encore accrue avec la législation européenne.

Une réforme en profondeur est indispensable ; il faut que la réglementation soit plus claire, plus compréhensible, qu'on en comprenne l'utilité. C'est un vaste chantier mais un chantier nécessaire.

La principale ennemie de ce travail de clarification, c'est la technocratie, la reine des ministères et de l'administration centrale, qui sont aux mains d'énarques, peut-être de brillants esprits mais totalement déconnectés de la réalité du terrain, spécialistes des montages compliqués, enfermés dans leur sphère élitiste et les réseaux d'influence.

Depuis longtemps la suppression de l'ENA a été envisagée mais n'a jamais été réalisée. Ce temple de la technocratie, qui fonctionne sur la base de puissants réseaux, continue d'alimenter les cabinets ministériels et les directions des grands services de l'État.

Si on veut rapprocher les citoyens, il faut ramener l'administration au plus près des gens. Il faut une réglementation compréhensible et allégée, des fonctionnaires qui soient pragmatiques, savent parler avec pédagogie, se mettre à leur place et ne pas les écraser de leur « supériorité », qualités qui ne sont pas exactement celles que l'on prête aux énarques.

Il est sans doute temps de réconcilier les citoyens avec leur administration et de mettre un peu plus d'humanité dans celle-ci. La suppression de l'ENA pourrait déjà améliorer la situation, par le symbole que cela peut représenter. Il convient aussi de se pencher sur le fonctionnement de la haute fonction publique, son nombre, sa rémunération, sa formation plus pragmatique et moins technocratique.

4) Un exécutif qui écoute et entend les citoyens.

L'attitude du président de la République, du Premier ministre et de certains ministres est jugée par beaucoup comme arrogante, entêtée, sourde aux inquiétudes et difficultés de la population. Dans cette période de difficultés, sans tomber dans la démagogie, il serait sans doute souhaitable que les membres de l'exécutif fassent preuve d'un peu plus de respect, de considération et ne s'arcbutent pas sur le fameux « cap » issu du programme de l'élection présidentielle.

Penser que c'est uniquement le programme qui a permis à M. Macron de remporter les élections présidentielles est sans doute un peu exagéré et il faut espérer que les principaux intéressés n'y croient pas vraiment.

Se maintenir ainsi dans le contexte de l'insatisfaction actuelle n'est pas fait pour arranger le climat social. La démocratie, c'est aussi la discussion, l'abandon de certaines décisions trop impopulaires.

Il serait souhaitable que l'un ou l'autre des ministres de l'exécutif, fasse preuve d'une attitude plus souple, plus ouverte et finalement plus humaine.

Il n'y a pas de déshonneur à reconnaître que l'on s'est quelque peu trompé et faire marche arrière. Les marins savent bien que dans la tempête il faut savoir parfois changer de cap pour éviter que le bateau connaisse de sérieuses avaries et ne sombre.

Une politique mal comprise, pour certains jugée néfaste, et une attitude trop fermée voire méprisante ; il ne faut pas s'étonner du climat social actuel.

Certes l'attitude ne fait pas le fond, qui est sans doute le seul important, mais elle donne une image et une appréhension de la personne qui peut soit favoriser cette dernière, soit lui nuire et rendre son message et ses actions très mal perçus. C'est d'ailleurs le cas de certains propos de M. Macron qui dans l'absolu ne sont sans doute pas totalement dénuées de fondement, mais qui ont profondément heurté par le ton employé.

Un changement d'attitude paraît vraiment indispensable, en espérant qu'il ne soit pas trop tard.

6) Le poids [de] plus en plus important des réseaux d'influence et une présentation de mesures impopulaires maladroite, soupçonnée de mauvaise foi.

Ainsi, sous de nobles causes, beaucoup pensent que se cache avant tout une politique dont la finalité est d'encaisser des recettes supplémentaires pour l'État et favoriser les grandes entreprises.

Parmi ces nobles causes, deux sont le plus visées :

- la sécurité routière et l'écologie.

La sécurité routière est actuellement visée avec, outre les radars de toute sorte, la limitation à 80 km/h, mesures qui pour beaucoup paraissent plus des « pompes à fric » que de véritables causes de réduction du nombre d'accidents mortels. Il est vrai que lorsque on conduit, on a quand même quelques doutes sur l'efficacité des 80 km/h, qui entraîne une monotonie dans la conduite avec un risque d'endormissement d'une part et, d'autre part, des files de voitures, avec le risque de dépassements dangereux, sans oublier les conséquences sur les moteurs et finalement sur la pollution. Il faut bien se rendre compte que les faits actuels donnent quelque peu raison aux adversaires de cette politique de « sécurité » puisque la vitesse a assez augmenté ces derniers temps depuis le hackage de radars et ce sans entraîner une augmentation des accidents mortels.

L'écologie : un sujet également à la mode avec, entre autres, le réchauffement climatique. Un large panel de mesures est évoqué mais toutes ont un coût qui viendra impacter un pouvoir d'achat déjà réduit pour beaucoup de citoyens.

En réalité, l'écologie devient un vrai secteur économique et, elle aussi, « une pompe à fric ». Les taxes bien sûr mais aussi leurs répercussions sur les prix à la consommation des produits dont la fabrication ou l'utilisation font appel à ces produits taxés.

Et chacun y va de sa petite proposition pour limiter le réchauffement climatique : limiter les émanations de carbone.

- Il faut que les gens qui sont propriétaires de voiture fonctionnant au gasoil s'en débarrassent ; mauvais pour le porte-monnaie du propriétaire mais bon pour les entreprises automobiles.

- Il faut revoir sa consommation d'énergie, isoler sa maison ; là encore une reconversion mauvaise pour le porte-monnaie du consommateur et bonne pour les entreprises qui fournissent le matériel ou le posent...
- Il faut avoir recours aux énergies propres : développer l'éolien, au risque d'abîmer des paysages, de faire supporter aux habitants alentour des nuisances sonores.
- Il faut aussi revoir les modes de productions agricoles : plus de pesticides, plus d'engrais. C'est certes bon pour la santé mais inquiète tout de même le monde agricole à qui on ne donne aucune solution.
- Il faut revoir les habitudes alimentaires : manger moins de viande bovine, ces pauvres bêtes produisant du gaz carbonique.

Derrière tout cela, la présence de puissants lobbies est largement soupçonnée et la noble cause paraît fortement détournée au profit de financiers, surtout qu'au regard de ce qui se passe dans le monde, et notamment en Orient, l'effet des mesures prises en France paraît bien faible, voire quasi inexistant, alors que l'effort pour les Français est important. L'écologie n'est plus en réalité un problème à régler au niveau national mais international. Or, jusqu'à présent, les résultats sont faibles.

7) Une politique économique plus basée sur la finance que sur l'économie réelle.

Bien sûr, la suppression de la part de l'ISF sur le capital, qui prive les finances publiques d'une importante recette a un certain mal à passer auprès d'une grande partie de la population, qui la vit comme une profonde injustice sociale et un cadeau fait aux plus riches.

Son but de définancieriser l'économie par l'apport de capital dans les entreprises PMI et PME est mal perçu.

D'une part, rien n'oblige les bénéficiaires de la part ISF supprimée à investir une part de capital dans l'économie pour soutenir d'autres entreprises ; seul un bilan fait dans 2 ans devrait permettre de voir si le système a été respecté et s'il a bien fonctionné.

D'autre part, cette vision très financière du fonctionnement des entreprises, si elle peut donner quelques résultats, reste malgré tout quelque peu artificielle. En effet, si un haut de bilan confortable est un avantage pour une entreprise et peut lui permettre de faire face à des difficultés, c'est avant tout dans la production, la vente de celle-ci et le bénéfice qu'elle engendre que résident les facteurs principaux de la bonne santé de l'entreprise. Et cette bonne santé, on ne peut l'obtenir que dans une situation économique saine, où le pouvoir d'achat permet d'engager des dépenses.

Le pouvoir d'achat, c'est en effet le meilleur facteur, avec la stabilité économique, pour le développement naturel des entreprises.

C'est en réalité le levier de l'économie qui agit non seulement sur la bonne santé des entreprises, mais aussi participe à l'augmentation des finances publiques par le biais de la TVA qui reste la recette fiscale la plus importante en France.

Donc, augmenter le pouvoir d'achat, c'est augmenter la consommation, donc entraîner un besoin supplémentaire de production pour les entreprises, et gonfler les finances publiques, assurer l'emploi et limiter les aides sociales, le financement du chômage ; une vue plus économique que financière du fonctionnement de la société paraît donc tout aussi sinon plus avantageuse, tout au moins pour ce qui est PMI.PME.

C'est pourquoi, il faut absolument ne pas porter atteinte au pouvoir d'achat et plutôt le favoriser.

Or les mesures actuelles prises par le gouvernement ne vont pas toutes en ce sens, surtout pour les retraités. C'est une erreur car les retraités sont de bons consommateurs et ont toute leur place dans la vie économique que pays.

De plus, la nouvelle mesure annoncée visant à faire payer en France les industriels et grandes fortunes vivant à l'étranger semble vouloir compenser le maintien de la suppression d'une partie de l'ISF. Or, elle représentera une somme bien inférieure et surtout elle ne pourra pas être mise en place dans l'immédiat voire avant plusieurs années car elle nécessite des accords financiers entre la France et les pays concernés qui demanderont sans doute des compensations.

Il peut donner aux entreprises les possibilités de se développer par le biais d'une économie saine et leur permettre de limiter pour certaines les conséquences que peut avoir la politique protectionniste conduite actuellement par les États-Unis.

8) Une démocratie directe à inventer.

Le mouvement social des Gilets jaunes a révélé, entre autres, le souhait d'une démocratie directe et le besoin des citoyens de l'exprimer autrement que par le vote de représentants. Le référendum est donc sollicité. Référendum d'initiative citoyenne dont il faudra définir le fonctionnement : demande d'un certain nombre de citoyens, passage par le biais du député, sujets possibles, périodicité fixée ou simplement sur initiative. Mais aussi, référendum à l'initiative de l'exécutif.

L'adoption d'une telle mesure serait un profond changement dans la vie politique française, à condition bien sûr que les sujets susceptibles d'être soumis à référendum soient importants pour la vie des citoyens, mais sans censure pour le RIC, tous les sujets touchant à la vie du pays devraient pouvoir y être soumis.

La mise en place d'un tel système pourrait avoir une influence sur l'actuel système de démocratie représentative, et même toucher le paysage administratif (regroupement de circonscriptions, par exemple).

9) Une plus grande ouverture sur le monde.

Certes, l'image que donne actuellement le mouvement social des Gilets jaunes, comme la quasi-fin de non recevoir qu'affiche l'exécutif, interroge beaucoup à l'étranger.

Pourtant, dans cette période trouble, la politique étrangère est très importante. Il faut augmenter les coopérations qu'elles soient économiques, culturelles... Il faut pour cela un corps diplomatique fort, actif et réellement professionnel.

Il faut aider les pays qui connaissent d'importantes difficultés économiques, sociales... à régler ces problèmes pour éviter les flux migratoires, car la solution n'est pas en France mais bien dans les pays concernés.

Comme France comme les autres pays d'Europe doivent accueillir les migrants mais faire attention à ne pas vider les pays d'origine de leurs forces vives. Il faut essayer de travailler avec ces pays pour créer des conditions de vie acceptables dans lesdits pays.

10) Les problèmes sociétaux.

Le paysage français a, sur ce sujet, beaucoup évolué.

La famille est sans doute la structure qui a le plus connu de changements.

La science, la médecine, ont aussi beaucoup évolué et ouvrent chaque jour des possibilités, des horizons nouveaux.

Toutefois, ce mouvement doit être encadré pour ne pas tomber dans les mains d'apprentis sorciers. Il faut donc mettre des règles et des limites, tout en laissant aux gens le choix de profiter de ces avancées scientifiques.

Par contre, il faut cesser le matraquage constant sur certains sujets, comment le féminisme avec le paritarisme, le harcèlement... qui donne une image fautive de la société. Tous les hommes ne sont pas des violeurs, toutes les femmes ne sont pas toutes capables de faire des métiers d'hommes, mettre un « e » à auteure ou à magistrate ne change rien à la capacité des personnes. Ce féminisme effréné me paraît plutôt contraire aux femmes, comme s'il fallait les aider parce qu'elles ne sont pas capables de s'imposer d'elles-mêmes.

11) Le numérique et les réseaux sociaux.

Attention à ne pas créer une nouvelle fracture dans la société, avec des personnes qui risquent de rester au bord de la route pour non-utilisation de l'outil informatique, par manque de connaissances ou (et) manque de moyens financiers.

Ce sont souvent les personnes âgées qui sont touchées, et principalement les ruraux. Il paraîtrait souhaitable de créer un service d'aide à ces personnes pour remplir leurs démarches administratives, puisque les personnes qui étaient chargées de la délivrance des titres ou l'enregistrement des déclarations ont été affectées à d'autres tâches.

Deuxième problème posé par le numérique : les dangers des réseaux sociaux, qui peuvent faire circuler n'importe quelle information, détruire ainsi des vies, créer des conflits...

Il serait souhaitable qu'une réglementation soit mise en place pour, sans nuire au principe de liberté d'expression, sanctionner ces dérives.

Finalement, je pense qu'il faut :

- de l'écoute,
- du respect,
- une représentation nationale non partisane doublée d'
- une démocratie directe faisant appel au référendum,
- des dirigeants, des administrations pragmatiques,
- bannir la technocratie,
- une politique sans influence de réseaux divers,
- des mesures assumées et non justifiées de faux motifs,
- une politique financière plus équilibrée et plus juste,
- faire attention à ne pas créer des fossés entre les générations, entre actifs et retraités,
- ne pas faire porter sur la classe moyenne la majeure partie des dépenses de l'État et des prélèvements sociaux,
- ne pas sanctionner les retraités et supprimer l'augmentation de la CSG, et rétablir l'indexation des pensions à l'augmentation du coût de la vie,
- revoir la suppression de l'ISF, et aménager un système qui permette aux grosses fortunes de participer aussi à l'effort national fiscal,
- redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne,
- favoriser l'économie, et non la finance,

Cahier de Thaims

- encourager l'emploi par notamment une réglementation plus simple,
- éviter la mort des petites zones rurales,
- mieux équilibrer les dessertes routières, ferroviaires, aériennes,
- maintenir des services publics en milieu rural,
- faire attention que certaines mesures écologiques freinent trop voire nuisent à l'économie et au pouvoir d'achat,
- revoir la politique de sécurité routière, très contestée et perçue comme une pompe à fric.

En résumé, il faut infléchir le « cap » et réduire la voilure, penser à l'humain, faire des réformes, peut-être moins ambitieuses mais supportables par le pays sans dégrader une ou plusieurs de ses composantes. Il faut savoir s'adapter à la conjoncture et non imposer ses ambitions premières. Aussi donner le temps au temps. Préparer les conditions des réformes, notamment en matière écologique, avant d'attaquer lesdites réformes.

Il faut savoir remettre du liant, tant entre les Français qu'entre ces derniers et leurs gouvernants, savoir rétablir une confiance, de plus en plus égratignée à l'heure actuelle.

C'est sans doute un vaste programme mais pas impossible. Il demande surtout un peu d'humilité, d'écoute, de respect de la part des dirigeants de ce pays, et de s'appuyer plus sur l'avis des citoyens dans la mise en place des réformes, donc développer une démocratie directe, les élus nationaux (députés et sénateurs) devant avant tout faire remonter les aspirations des Français à l'exécutif, celui-ci consultant ensuite les citoyens sur des réformes réfléchies en commun entre l'exécutif et les assemblées.

[FIN]